



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE

SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

www.botschaft-frankreich.de

Revue de la presse allemande semaines du 25 décembre 2009 au 8 janvier 2010

POLITIQUE INTERIEURE

Débat en Allemagne sur les scanners corporels

Suite à l'attentat manqué sur le vol Amsterdam-Detroit le 25 décembre dernier, la presse s'est largement fait l'écho du débat concernant l'installation de scanners corporels dans les aéroports. Le ministre fédéral de l'intérieur, M. Thomas de Maizière (CDU) a déclaré dans un entretien à la *Süddeutsche Zeitung* (édition du 30 décembre) que l'introduction éventuelle de scanners corporels dans les aéroports ne lui « posait pas de problème » à condition que ces derniers répondent à « trois exigences : premièrement être efficace, deuxièmement être totalement inoffensif pour la santé, troisièmement garantir totalement les droits de la personne ». La ministre fédérale de la justice, Mme Sabine Leutheusser-Schnarrenberger (FDP), a indiqué au quotidien berlinois *Berliner Zeitung* que « l'utilisation ou non » de scanners corporels dépendait « de l'évolution technique de ces appareils et de la garantie qu'ils offrent quant au respect de l'intimité des personnes ».

Selon une enquête menée par l'institut Infratest et publiée vendredi 8 janvier 2010 dans la *Frankfurter Rundschau*, une majorité de 59% d'Allemands approuverait la mise en place de scanners corporels, 38% des personnes interrogées s'y déclarant hostiles.

Mme Erika Steinbach propose une issue à la « polémique » portant sur sa nomination

Dans un entretien avec la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (édition du 5 janvier 2010), la présidente de la fédération des réfugiés et expulsés, Mme Erika Steinbach, fait état de ses propositions pour mettre un terme au conflit qui l'oppose au ministre des affaires étrangères, M. Guido Westerwelle, opposé à sa candidature à la présidence de la future fondation consacrée aux réfugiés et expulsés en Europe.

Elle indique être disposée à renoncer à ce poste à condition que le gouvernement fédéral renonce de son côté à son droit de regard concernant la nomination des membres du futur conseil d'administration de la fondation. En outre, indique-t-elle, le nombre de sièges au sein de la fondation doit être « augmenté de manière significative », de manière à refléter au mieux les nombreuses zones géographiques dont sont originaires les 15 millions de réfugiés et d'expulsés.

Les journaux se montrent unanimement critiques face aux conditions posées par Mme Steinbach et dénoncent un « cadeau empoisonné » (*Frankfurter Rundschau*) fait au gouvernement fédéral. La presse critique aussi la coalition pour n'avoir pas su mettre un terme à temps à un conflit qui prend désormais des « dimensions disproportionnées ».

La popularité de la coalition et de la chancelière en baisse

Die Welt publie les résultats du sondage mensuel réalisé par l'institut Infratest-Dimap pour le compte de la première chaîne de télévision publique ARD et souligne qu'« en trois mois, la cote de popularité de la coalition et de ses principales figures a beaucoup baissé ». « 67 % des personnes interrogées sont mécontentes de l'action du gouvernement, soit 7% de plus qu'en décembre. Même les partisans de la CDU/CSU sont déçus et seule une personne sur deux est satisfaite », résume *Die Welt* en relevant que « la chancelière a perdu son statut de personnalité politique préférée des Allemands avec 59% d'opinions favorables contre 70% en décembre ». « C'est le ministre de la défense, M. zu Guttenberg qui devient la personnalité la plus appréciée même si sa popularité est en baisse et passe de 69 à 62 % », poursuit le journal.

POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

Projet de réseau électrique européen en mer du Nord

La presse réserve un accueil positif au projet de création d'un réseau électrique européen en mer du Nord, mais met en garde contre un « optimisme démesuré ». Les journaux indiquent ainsi que les moyens techniques « ne sont pas encore » à la hauteur de cet ambitieux projet (*Die Welt*) et que la question du coût et des investissements respectifs demeure posée (*Financial Times Deutschland, FAZ*). Si la presse s'accorde sur la nécessité d'une mise en réseau des ressources européennes en électricité, la *FAZ* met en garde contre le risque de voir les pays voisins bordant la Baltique de facto « mis à l'écart ».

Déplacement du ministre allemand des affaires étrangères en Turquie

Tandis que la *FAZ* souligne que M. Westerwelle, qui effectuait sa première visite officielle en Turquie, a insisté sur le « droit de la Turquie à des négociations loyales et à un partenaire de négociation allemand fiable », la *Süddeutsche Zeitung* met en exergue que le ministre allemand des affaires étrangères a « plaidé en faveur d'une entrée de la Turquie dans l'UE » et, ce faisant, « opposé un démenti aux exigences formulées par la CSU de mettre un terme immédiat aux négociations et pris ses distances par rapport à l'option préconisée par la chancelière d'un 'partenariat privilégié' ».

Dans leurs commentaires, la *Süddeutsche Zeitung* et le *Handelsblatt* se félicitent de la « clarté » du langage adopté par M. Westerwelle. « Au regard du silence observé par la chancelière, cette clarification s'imposait », se réjouit ainsi le *Handelsblatt* pour qui « celui qui chercherait à stopper actuellement le processus d'adhésion n'a rien compris à l'importance que revêt pour de nombreux pays en Europe la perspective d'une adhésion ». De même, la *Süddeutsche Zeitung* estime que M. Westerwelle « a raison sur le fond ». « Pour la première fois de son histoire, la Turquie mène une politique étrangère globale orientée vers la solution des conflits et il serait peu intelligent de lui ôter maintenant toute perspective d'adhésion, d'autant que l'Europe profite elle aussi de ses bonnes relations avec Ankara », fait valoir le quotidien de Munich./.